

Rapport d'audit ICPE



Blanchisserie 2000
ZAC de Napollon
55 avenue des Templiers
13400 Aubagne

INSTALLATION CLASSEE SOUMISE A ENREGISTREMENT SOUS LA RUBRIQUE N° 2340

Blanchisserie, laverie de linge

Site contrôlé

Blanchisserie 2000
ZAC de Napollon
55 avenue des Templiers
13400 Aubagne

Mission réalisée : Aout 2022 - Mars 2023

N° AFFAIRE : 2205E61B4000019
N° RAPPORT / CHRONO : E61B4/22/089
DATE DU RAPPORT : oct-23
VERSION : 3

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale.

SOCOTEC ENVIRONNEMENT

Pôle SUD - Agence MEDITERRANEE Etudes & Conseils
Immeuble « le Rifkin » - Z.A.C du Petit Arbois
Avenue Louis Philibert
13100 AIX-EN-PROVENCE

Intervenant : Jeanne Voiry / Laura Pinson
Email : jeanne.voiry@socotec.com / laura.pinson@socotec.com

SOCOTEC ENVIRONNEMENT - S.A.S au capital de 436 960 euros – 834 096 497 RCS Versailles
ège social : 5, place des Frères Montgolfier- CS 20732 – Guyancourt - 78182 St-Quentin-en-Yvelines Cedex – France
www.socotec.fr

Rubrique 2340	C Conforme	NC Non- Conforme	PM Pour Mémoire	SO Sans Objet	COMMENTAIRES	Pièces justificatives
Arrêté du 14/01/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2340 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement						
Chapitre 1 - Dispositions générales						
Article 3 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.	C				Plan du 2 septembre 2002 - Mis à jour en Août 2022 (localisation des zones de stockage et zone à risque) Conforme à l'installation.	Annexe01_Plan de masse Annexe02_Plan des zones à risques
Article 4 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ; - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : - le plan de localisation des risques (cf. article 10) ; - le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. article 11) ; - le plan général des stockages (cf. article 11) ; - les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. article 12) ; - les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu de la chaufferie (cf. article 14) ; - les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. article 19) ; - les consignes d'exploitation (cf. article 22) ; - le registre de vérification périodique et de maintenance des équipements (cf. article 24) ; - le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau (cf. article 28) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 30) ; - le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de prétraitement des effluents si elle existe au sein de l'installation, en cas de rejet vers une station d'épuration, ou de traitement des effluents si rejet au milieu naturel (cf. article 40) ; - le registre des déchets dangereux générés par l'installation (cf. article 54) ; - le programme de surveillance des émissions (cf. article 55) ; - les éléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission dans l'eau de certains produits par l'installation s'il y a lieu (cf. article 56) ; Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.			PM		Objet de l'audit de conformité de l'AMPG	

Article 5 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	C				Absence de locaux habités ou occupés par des tiers	
En cas d'impossibilité technique de respecter ces dispositions, l'exploitant proposera des mesures alternatives permettant d'assurer un niveau de sécurité des tiers équivalent.						
Article 6 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - les surfaces où cela est possible sont engazonnées ; - des écrans de végétation sont mis en place si cela est possible.	C				Les voies et aires de circulation sont aménagées et nettoyées. Absence de poussière, boue ou tout autre substance entraînant des dépôts sur les voies de circulation Des que cela est possible, les aires ne sont pas imperméabilisées et engazonnées. Plus de 20 % de la surface totale du terrain est enherbée. Le site est arboré par des essences locales (Lauriers, pins).	
Article 7 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.	C				L'installation propre et entretenue par les agents de maintenance.	
L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.					Une société extérieure vient faire l'entretien paysager du site (SEVAN PAYSAGE).	
Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.						
Chapitre 2. Prévention des accidents et des pollutions						
Section I : Généralités						
Article 8 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients que son exploitation induit et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.	C				Monsieur Serre (nouveau dirigeant de la société) - ainsi que Monsieur Bottero (nouveau responsable environnement) ont une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.	
Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.					Le site est fermé et présence d'une sonnette à l'entrée (pour les personnes extérieures au site).	
Article 9 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.	C				Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés - Interne à la société. Entreprise extérieure (DIAMS Service) pour les sanitaires et salle de pause.	

Article 10 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>	C				<p>Local lessive : présence de produits dangereux pour l'environnement et peroxydes Conteneur du compresseur : huile / gasoil + Adblues Local Maintenance : produits entretien (avec aérosols) en très faible quantité</p> <p>Travaux réalisés : création de bac de rétention en béton pour le local lessive.</p> <p>Présence sur la porte du local des dangers et risques associés aux produits (inflammables, corrosifs, dangereux pour l'environnement)</p>	Annexe02_Plan des zones à risques
Article 11 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation,</p>	C				Présence d'un registre informatisé tenu à jour et mis à jour mensuellement des produits détenus	
Article 12 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>	C				<p>Présence des FDS des différents produits dangereux pour l'environnement (stockés informatiquement et en papier dans le dossier ICPE). FDS récentes (moins de 3ans)</p> <p>Etiquetage sur tous les produits présent dans le local lessive et de maintenance.</p>	
Section II : Canalisations des fluides						
Article 13 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes, sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène dans le dossier d'enregistrement.</p> <p>Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p>				SO	<p>Arrêté (n°2022-1CT4) autorisant la société Blanchisserie 2000 à rejeter dans le réseau de l'Eau des Collines les eaux usées non domestiques issues de leur activité industrielle.</p>	Annexe03_Arrêté d'autorisation de déversement Eau des Collines

Section III : Comportement au feu des locaux						
Article 14 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>La chaufferie présente les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matériaux A1 ; - murs extérieurs REI 120 ; - murs séparatifs REI 120 ; - planchers/sol REI 120 ; - portes et fermetures EI 120 vers l'intérieur des bâtiments, EI 30 vers l'extérieur. <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>La chaufferie est située dans un local exclusivement technique réservé à cet effet, extérieur au bâtiment de stockage ou d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local chaufferie et les bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré 30 minutes, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI 120.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>					<p>so</p> <p>Absence de chaufferie classée ICPE.</p> <p>Pour information : la rubrique 2910 a été déclarée le 22/05/2009, avec la preuve de dépôt n°182-2009-D (pour la présence seulement des séchoirs et sécheuses). CP réalisé en décembre 2022.</p> <p>Absence de NCM</p>	PJ01_Descriptif projet_B2000_V1
Article 15 de l'arrêté du 14 janvier 2011						

<p>La chaufferie est équipée en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou autocommande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S61-932.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2 présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ; - fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ; - la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 m. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 m, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ; <p>Des aménagements d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface des plus grands exutoires</p> <p>sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p>	C				<p>Absence de local chaufferie.</p> <p>Pour information : Présence de trappes de désenfumage manuelles (dans les locaux d'activités liées à la blanchisserie) et placées à proximité des accès. Conforme à la norme NF S61-932.</p>	
	C					

Section IV : Disposition de sécurité						
Article 16 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
I. Accessibilité						
<p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>	C				L'installation dispose de deux point d'accès pour permettre l'intervention des services d'incendie (deux faces opposées)	Annexe04_Plan Accès Secours
II. Accessibilité des engins à proximité de l'installation.						
<p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 130 kN ; - aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engin. <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p>		NC			<p>Présence d'une voie engin avec une largeur de 3 m et une pente inférieure à 15%.</p> <p>Absence d'un justificatif permettant de confirmer que la voie résiste à la force portante pour un véhicule de 130kN</p> <p>Absence d'obstacle entre l'accès à l'installation et la voie engin.</p> <p>Une demande d'aménagement est réalisée en PJ03 du dossier pour répondre à cette prescription.</p>	
Article 17 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés. S'il est nécessaire de mettre en place une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés</p>	C				Présence d'une ventilation naturelle par les quais de chargement et déchargement toujours ouverts.	

Article 18 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 et recensées « comme pouvant être à l'origine d'une explosion », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.</p> <p>Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p>					SO	Absence de zone ATEX
Article 19 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées (classe de matériaux Ds1d0 ou Ds2d1 ou Ds3).</p> <p>Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p> <p>Les systèmes de chauffage par aérotherme sont autorisés dans les conditions de mise en place suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévoir une distance minimum de 20 cm à l'arrière de l'appareil (côté ventilateur) ; - prévoir un dégagement suffisant pour l'ouverture de la porte brûleur ; - l'aérotherme doit être placé au minimum à 20 cm du plafond et 2 m du sol ; - aucun objet ne doit être placé à moins de 20 cm de l'appareil, produits lessiviels et linge principalement. 		C				<p>Présence du Q18, réalisé en date du 22/07/2022, par BUREAU VERITAS Réf. du rapport : 15065300/1.1.1.R Des non conformités sont observées</p> <p>Présence du Q19, réalisé en date du 06/09/2022, par BUREAU VERITAS Réf. du rapport : 15065300-3-1 Des non conformités sont observées</p> <p>Présence d'attestations de mise en conformité par la société DYNAMO, en date du : - 16/11/2022 pour le Q19 - 25/11/2022 pour le Q18</p>

Annexe05_Attestations de mise en conformité électrique

Article 20 de l'arrêté du 14 janvier 2011					
<p>Installation de sites de stockage de matières dangereuses appropriées aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen direct ou indirect permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150 implantés de telle sorte qu'une entrée du site se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes, destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et doit permettre de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie, conformément aux référentiels en vigueur.</p>					
C					<p>Moyen de lutte contre l'Incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Portable et téléphone fixe permettant d'alerter les services d'incendie et de secours - Présence des plans des locaux (au niveau des bureaux et du local chaufferie) - Borne incendie à l'intérieur du site, au niveau de la zone de retournement - <i>Hors d'eau - non raccordée</i> - Borne incendie à l'extérieur du site (-100m) en eau, reliée au réseau d'eau public. - Présence de RIA (en eau) et extincteurs sur site, vérifiés chaque année par la société GSI - Présence de cuves d'eau (20x3 = 60m³) issues du forage servant à l'installation et pouvant être utilisée en cas d'incendie.

Section V : Exploitation						
Article 21 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>Dans les parties de l'installation visées à l'article 10, et notamment la chaufferie, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un " permis d'intervention " et éventuellement d'un " permis de feu " et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.</p> <p>Le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le " permis d'intervention " et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la remise en service de l'équipement, une vérification est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion : la chaufferie, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un " permis de feu ". Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>		C			Présence de permis d'intervention pour les locaux lessiviels et maintenance.	
Article 22 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux concernés et/ou fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 25 ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et nettoyage ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident portant atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. 		C			Présence des consignes d'exploitation, stockées informatiquement et affichées en salle de pause.	

Article 23 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer le respect des valeurs limites d'émission et des autres dispositions du présent arrêté tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.	C				Présence de produits neutralisant et inhibiteurs.	
Article 24 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.	C				Maintenance réalisée par un prestataire compétent : Société GSI Vérification annuelle des extincteurs et matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie. Présence du registre de sécurité tenu à jour.	Annexe06_N4
Section VI : Stockages						
Article 25 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.	C				Réalisation d'un bac de rétention dans le local lessive. Bac enterré avec grillage (fosse de rétention). Travaux réalisés en février 2023.	Annexe07_Rétention
II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et, pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus	C				Travaux réalisés en février 2023 : Réalisation d'un bac de rétention maçonné fermé, sans dispositif d'obturation	

<p>III. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche. Les aires de dépotages sont équipées de façon à pouvoir recueillir les matières répandues accidentellement, de façon que le liquide ne puisse s'écouler hors de ces aires.</p> <p>Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux articles 30, 52, 53 et 54.</p>	C				Le sol est étanche	
Chapitre III. Emissions dans l'eau						
Section I : Principes généraux						
Article 26 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>(Arrêté du 24 août 2017, annexe VII article 2)</p> <p>« Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de :</p> <p>« – compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ;</p> <p>« – suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III).</p> <p>« Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>« La conception et l'exploitation des installations permet de limiter les débits d'eau et les flux polluants. »</p>			PM		<p>Présence d'une autorisation de déversement avec l'Eau des Collines</p> <p>Analyses sur les rejets d'eaux effectuées régulièrement.</p>	<p>Annexe03_Arrêté d'autorisation de déversement Eau des Collines</p>
Section II : Prélèvements et consommation d'eau						
Article 27 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Si le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, il est d'une capacité maximale inférieure à 1 000 m³/h et inférieur à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau.</p> <p>Si le prélèvement d'eau est effectué par forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé est inférieur à 200 000 m³ par an.</p> <p>La réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p>	C				<p>Présence deux forages, localisés sur le plan des réseaux et à la page 11 du DLE</p> <p>Prélèvement d'environ 150 m³/jour en cumulant les prélèvements sur le réseau public et dans le forage, soit un maximum d'eau prélevé de 32 700 m³/an.</p> <p>Absence de réfrigération en circuit ouvert.</p>	<p>Annexe08_Plan des réseaux</p> <p>Annexe09bis_DLE</p>

Article 28 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>L'exploitant indique dans son dossier les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement. Si le volume prélevé est supérieur à 10 000 m³/an, elles doivent être conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0 en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservé dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement.</p>			NC		<p>Les forages présents sur le site sont soumis à la rubrique 1.1.2.0, à déclaration, de la nomenclature IOTA.</p> <p>Les forages ont fait l'objet d'une télédéclaration en date du 30/03/2023 pour les rubriques 1.1.1.0 et 1.1.2.0, n°A-3-N2ZF7GE8</p> <p>Un Dossier Loi sur l'Eau précise les modalités d'exploitation du forage, sa localisation et les impacts réduits sur les masses d'eaux voisines.</p> <p>Un compteur d'eau est installé sur la station de pompage et les index sont relevés quotidiennement depuis février 2023. Le prélèvement est estimé à 62 m³ par jour (depuis Février 2023). Les capacités de production vont augmenter pour atteindre 20 t/j pour un prélèvement estimé à 150 m³/jour.</p> <p>Absence de dispositif de disconnexion. Une demande d'aménagements est réalisée en PJ03 du présent dossier.</p>	<p>Annexe10_Description_forage</p> <p>Annexe09_Devis signé DLE</p> <p>Annexe09bis_DLE</p>
Article 29 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>Toute réalisation de forage doit être conforme aux dispositions de l'article 131 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement.</p> <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage sont portées à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p>		C			<p>Les forages présents sur le site sont soumis à la rubrique 1.1.1.0, à déclaration, de la nomenclature IOTA.</p> <p>Les forages ont fait l'objet d'une télédéclaration en date du 30/03/2023 pour les rubriques 1.1.1.0 et 1.1.2.0, n°A-3-N2ZF7GE8</p> <p>Un Dossier Loi sur l'Eau précise les modalités d'exploitation du forage, sa localisation et les impacts réduits sur les masses d'eaux voisines.</p>	Annexe09bis_DLE

Section III : Collecte et rejets des effluents						
Article 30 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier installation.</p>	C				Présence d'un réseau de collecte vers le réseau public d'assainissement.	Annexe08_Plan des réseaux
Article 31 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>Les points de rejet direct dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>	C				Absence de rejet dans le milieu naturel. Présence d'un réseau de collecte vers le réseau public d'assainissement.	Annexe08_Plan des réseaux
Article 32 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents industriels sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>	C				<p>Présence de la localisation du point de prélèvement sur l'arrêté des Eaux de Collines.</p> <p>Présence du plan des réseaux indiquant les cheminements des eaux sur le site.</p>	<p>Annexe03_Arrêté d'autorisation de déversement Eau des Collines</p> <p>Annexe08_Plan des réseaux</p>

Article 33 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
(Arrêté du 24 août 2017, annexe VII article 3) « En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié s'appliquent. « Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 37 avant rejet au milieu naturel. »	C				Les eaux pluviales sont conduits gravitairement vers le réseau collectif d'assainissement. Les eaux pluviales non polluées s'infiltrent dans les aires naturelles du site.	
Article 34 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.				SO	Absence de rejet directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines.	
Section IV : Valeurs limites d'émission						
Article 35 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite. Le débit maximal journalier spécifique autorisé est de 30 m³/tonne de linge.	C				Absence de dilution des effluents. Le débit moyen rejeté par la Blanchisserie est estimé à 135 m³/jour avec les nouvelles capacités de lavage. Soit un débit maximal journalier spécifique de 6,75 m³/tonne de linge.	Annexe03_Arrêté d'autorisation de déversement Eau des Collines
Article 36 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
(Arrêté du 24 août 2017, annexe VII article 4) « L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau. « La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline. « La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l. « Pour les eaux réceptrices, les rejets n'entraînent pas une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour une température maximum de 21,5 °C ou une température qui ne peut pas être supérieure à la température de prélèvement si l'eau prélevée est supérieure à 21,5 °C et ne modifie pas le pH tel qu'il soit compris entre 7 et 8,5. « Pour les eaux réceptrices conchylicoles, la modification de pH doit être comprise entre 7 et 9 et les rejets n'entraînent pas un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité. « Les dispositions des deux alinéas précédents ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer. »				SO	Installation raccordée au réseau public d'assainissement.	

Article 37 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>I. Sans préjudice des dispositions de l'article 26, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.</p> <p>Pour chacun des polluants rejetés par l'installation, le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.</p> <p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2ème alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.</p>				SO	Installation raccordée au réseau public d'assainissement	
<p>II. Sauf dispositions contraires, les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance, définie à l'article 56, sauf dispositions contraires, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.</p>				SO	Installation raccordée au réseau public d'assainissement	
<p>III. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.</p>						
<p>IV. Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.</p> <p>NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.</p> <p>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.</p>						

Article 38 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
(Arrêté du 24 août 2017, annexe VI article 7) « En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. « Elles concernent notamment : « – les modalités de raccordement ; « – les valeurs limites avant raccordement ; « Ces dernières dépendent de la nature des polluants rejetés (macropolluants ou substances dangereuses) et du type de station d'épuration (urbaine, industrielle ou mixte). »				PM		Les eaux usées du site sont envoyées vers le réseau public d'assainissement. Une convention de rejet a été signée entre la Blanchisserie 2000 et Eaux de Collines afin de définir des seuils de rejets spécifiques. Annexe03_Arrêté d'autorisation de déversement Eau des Collines
Section V : Traitement des effluents						
Article 40 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
Les installations de traitement en cas de rejet direct dans le milieu naturel et les installations de prétraitement en cas de raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Les installations de traitement et/ou de prétraitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservé dans le dossier de l'installation pendant cinq années. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement et/ou de prétraitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.				SO		Absence de pré-traitement et de rejet dans le milieu naturel
Article 41 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
L'épandage des boues, déchets, effluents et sous-produits est interdit.				SO		Absence d'épandage de boues, déchets, effluents ou sous-produits

Chapitre IV. Emissions dans l'air						
Section I : Généralités						
Article 42 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.</p> <p>Lorsque les stockages de produits pulvérulents se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec sont permises.</p>		C			<p>Absence d'émissions dans l'air polluantes, émissions de vapeur d'eau à l'atmosphère.</p> <p>Les produits sont confinés dans des récipients. L'installation Flux-Multi permet un contrôle des vannes. Le produit (lessive) contenu dans les récipients est aspiré et passe au travers d'un débitmètre. une fois la quantité nécessaire dosée, la vanne produit se ferme.</p> <p>Absence de stockage de produits en vrac.</p>	Annexe11_descript ion_dosage_lessiv e
Section II : Rejets à l'atmosphère						
Article 43 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie.</p> <p>Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz de combustion dans l'atmosphère.</p>				SO	<p>Emissions de vapeur d'eau à l'atmosphère dues aux séchoirs. La société SOMGAZ contrôle les brûleurs des séchoirs (contrat de maintenance).</p> <p>Absence de rejet d'effluent à l'atmosphère</p>	

Article 44 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
(Arrêté du 17 décembre 2020, article 5) Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux conditions fixées par les méthodes de référence précisées dans « un avis publié au Journal officiel » et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.				SO	Absence de rejet d'effluent à l'atmosphère	
Article 45 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré), exprimée en mètres, est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur, qui ne peut être inférieure à 5 mètres, fait l'objet d'une justification dans le dossier conformément aux dispositions de l'annexe II.				SO	Absence de cheminée.	
Section III : Valeurs limites d'émission						
Article 46 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
(Arrêté du 17 décembre 2020, article 4) Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées « dans un avis publié au Journal officiel ».				SO	Absence de rejet dans l'atmosphère	
Article 47 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une même teneur en oxygène de référence égale à 3 % pour les combustibles gazeux et liquides, 6 % pour les combustibles solides. Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.				SO	Absence de rejet dans l'atmosphère Absence d'effluent gazeux	
Article 48 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
Pour les substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les effluents gazeux respectent les valeurs limites de concentration fixées dans le tableau selon le flux horaire figurant en annexe IV.				SO	Absence de rejet dans l'atmosphère Absence d'effluent gazeux	
Article 49 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.				SO	Absence de plainte du voisinage. Absence de rejets pouvant nuire à la santé et à la sécurité publique.	
Chapitre V. Emissions dans les sols						
Article 50 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
Les rejets dans les sols sont interdits.				SO	Absence de rejets dans les sols	

Chapitre VI. Bruit et vibration																																																																								
Article 51 de l'arrêté du 14 janvier 2011																																																																								
<p>I. Valeurs limites de bruit.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurnes ou nocturnes définies dans le tableau ci-dessus.</p>	C			<p>La société est ouverte uniquement en journée. Les installations de la blanchisserie ne sont pas à l'origine d'émissions sonores.</p> <p>La Blanchisserie est localisée en zone industrielle.</p> <p>De jour, 6h-20h - Absence de bruits notables à l'extérieur</p> <p>Des mesures de bruit ont été réalisées par la société SOCOTEC, en date du 11 mai 2023.</p> <p>Ces mesures sont conformes à la prescription ci contre :</p> <table><tr><th rowspan="2">Point de mesure N°</th><th rowspan="2">Période</th><th colspan="2">Niveau sonore dB(A)</th><th rowspan="2">Avis</th></tr><tr><th>L_{Aeq}</th><th>L_{Aeq} admissible</th></tr><tr><td rowspan="2">1</td><td>Diurne</td><td>55</td><td>70</td><td>C</td></tr><tr><td>Nocturne</td><td>35</td><td>60</td><td>C</td></tr><tr><td rowspan="2">2</td><td>Diurne</td><td>54,5</td><td>70</td><td>C</td></tr><tr><td>Nocturne</td><td>41</td><td>60</td><td>C</td></tr><tr><td rowspan="2">3</td><td>Diurne</td><td>63,5</td><td>70</td><td>C</td></tr><tr><td>Nocturne</td><td>41</td><td>60</td><td>C</td></tr></table> <p>C- : Conforme NC : Non Conforme</p> <table><tr><th rowspan="2">Points de mesures N°</th><th rowspan="2">Période</th><th rowspan="2">Type</th><th colspan="2">Niveau sonore en dB(A)</th><th colspan="2">Émergence en dB(A)</th><th rowspan="2">Avis</th></tr><tr><th>L_{Aeq}</th><th>L₅₀</th><th>mesurée</th><th>admissible</th></tr><tr><td rowspan="4">A</td><td rowspan="2">Diurne</td><td>Ambiant</td><td>63,4</td><td>45,9</td><td rowspan="2">1,6</td><td rowspan="2">5</td><td rowspan="2">C</td></tr><tr><td>Résiduel</td><td>53</td><td>44,3</td></tr><tr><td rowspan="2">Nocturne</td><td>Ambiant</td><td>40,9</td><td>26,3</td><td rowspan="2">2,5</td><td rowspan="2">4</td><td rowspan="2">C</td></tr><tr><td>Résiduel</td><td>41,1</td><td>23,8</td></tr></table>	Point de mesure N°	Période	Niveau sonore dB(A)		Avis	L _{Aeq}	L _{Aeq} admissible	1	Diurne	55	70	C	Nocturne	35	60	C	2	Diurne	54,5	70	C	Nocturne	41	60	C	3	Diurne	63,5	70	C	Nocturne	41	60	C	Points de mesures N°	Période	Type	Niveau sonore en dB(A)		Émergence en dB(A)		Avis	L _{Aeq}	L ₅₀	mesurée	admissible	A	Diurne	Ambiant	63,4	45,9	1,6	5	C	Résiduel	53	44,3	Nocturne	Ambiant	40,9	26,3	2,5	4	C	Résiduel	41,1	23,8	Annexe12_Mesures de bruit
Point de mesure N°	Période	Niveau sonore dB(A)		Avis																																																																				
		L _{Aeq}	L _{Aeq} admissible																																																																					
1	Diurne	55	70	C																																																																				
	Nocturne	35	60	C																																																																				
2	Diurne	54,5	70	C																																																																				
	Nocturne	41	60	C																																																																				
3	Diurne	63,5	70	C																																																																				
	Nocturne	41	60	C																																																																				
Points de mesures N°	Période	Type	Niveau sonore en dB(A)		Émergence en dB(A)		Avis																																																																	
			L _{Aeq}	L ₅₀	mesurée	admissible																																																																		
A	Diurne	Ambiant	63,4	45,9	1,6	5	C																																																																	
		Résiduel	53	44,3																																																																				
	Nocturne	Ambiant	40,9	26,3	2,5	4	C																																																																	
		Résiduel	41,1	23,8																																																																				
<p>II. Véhicules, engins de chantier.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênants pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>				SO	Inférieur à 10 camions/ jour au sein de la société																																																																			
<p>III. Vibrations.</p> <p>Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe I.</p>				SO	Absence de vibration																																																																			

IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.						
L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.	C				Des mesures de bruit ont été réalisées par la société SOCOTEC, en date du 11 mai 2023. Les prochaines mesures d'émissions sonores seront réalisées en 2028, conformément à la prescriptions suivante.	Annexe12_Mesures de bruit
Chapitre VII. Déchets						
Article 52 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment : - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ; - trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; - s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.	C				Collecte des déchets : - Cartons & plastiques emballage repris par la société BRAZON pour recyclage, - Huiles usagées reprises par la société FAURE, - Les bidons de lessive sont consignés par la société CHRYSTEINS, - La Ferraille est revendue pour réutilisation.	
Article 53 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et, si possible, protégées des eaux météoriques. La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la quantité mensuelle produite (sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement comme les déchets générés en petites quantités [5 t/an] ou faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques). En tout état de cause, ce délai ne dépassera pas un an.	C				Présence de bennes séparées servant pour le tri sélectif. Valorisation des déchets Les déchets sont évacués régulièrement.	
Article 54 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. L'exploitant met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers. Tout brûlage à l'air libre est interdit.	C				Présence des BSD - Cartons & plastiques emballage repris par la société BRAZON pour recyclage, - Huiles usagées reprises par la société FAURE, - Les bidons de lessive sont consignés par la société CHRYSTEINS, Absence de brûlage à l'air libre.	

Chapitre VIII. Surveillance des émissions						
Section I : Généralités						
Article 55 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>Arrêté du 24 août 2017, article 9 et annexe VII)</p> <p>« L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 56 à 59. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>« Les dispositions des alinéas II et III de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>« Elles concernent :</p> <p>« – le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau ;</p> <p>« – la réalisation de contrôles externes de recalage.</p>			PM		<p>Présence d'une autorisation de déversement avec l'Eau des Collines</p> <p>Analyses sur les rejets d'eaux effectuées régulièrement par un organisme agréé COFRAC (EUROFINS).</p>	Annexe03_Arrêté d'autorisation de déversement Eau des Collines
Section II : émissions dans l'air						
Sans objet						
Section III : émissions dans l'eau						
Article 56 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>(Arrêté du 24 août 2017, article 10 annexe VII)</p> <p>« Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de vingt-quatre heures.</p> <p>« (1) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.</p> <p>« (2) La mesure du paramètre AOX ou EOX n'est pas nécessaire lorsque plus de 80 % des composés organiques halogénés sont clairement identifiés et analysés individuellement et que la fraction organohalogénée non identifiée ne représente pas plus de 0,2 mg/l.</p> <p>« Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.</p> <p>« Les résultats des mesures sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées.</p> <p>« Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>		NC			<p>Une convention de déversement est signée entre la Blanchisserie et Eaux des Collines.</p> <p>La convention ne définit pas de temporalité pour la mesure des paramètres sur les rejets.</p> <p>Une campagne de mesure sur 24h a été réalisée en septembre 2022.</p> <p>Absence d'un dispositif de suivi quotidien du débit, du pH et de la température.</p> <p>Une demande d'aménagement est réalisée dans la PJ 03</p>	<p>Annexe03_Arrêté d'autorisation de déversement Eau des Collines</p> <p>Annexe13_Analyses des rejets datant de Septembre 2022</p>

Section V : impacts sur les eaux de surface						
Article 58 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>Lorsque le rejet s'effectue directement dans un cours d'eau et qu'il dépasse l'une des valeurs suivantes :</p> <p>5 t/j de DCO ;</p> <p>20 kg/j d'hydrocarbures totaux ;</p> <p>10 kg/j de chrome, cuivre, étain, manganèse, nickel et plomb et leurs composés (exprimés en Cr + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb) ;</p> <p>0,1 kg/j d'arsenic, de cadmium et mercure, et leurs composés (exprimés en As + Cd + Hg),</p> <p>l'exploitant réalise ou fait réaliser des prélèvements en aval de son rejet, en dehors de la zone de mélange, en s'assurant qu'il y a un bon mélange de son effluent avec les eaux du cours d'eau et fait des mesures des différents polluants rejetés en quantité notable par son installation à une fréquence au moins mensuelle.</p> <p>Lorsque le rejet s'effectue directement en mer ou dans un lac et qu'il dépasse l'un des flux mentionnés ci-dessus, l'exploitant établit un plan de surveillance de l'environnement adapté aux conditions locales.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont envoyés à l'inspection des installations classées dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.</p>				SO	Absence de rejets dans un cours d'eau.	
Section VI : impacts sur les eaux souterraines						
Article 59 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.</p>				SO	Absence de rejets dans les eaux souterraines.	
Chapitre IX. Exécution						
Article 61 de l'arrêté du 14 janvier 2011						
<p>Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.</p> <p>Fait le 14 janvier 2011.</p> <p>Pour la ministre et par délégation : Le directeur général de la prévention des risques, L. Michel</p>			PM			

2. Conclusion :

La conception de l'installation prend en compte les prescriptions qui lui sont applicables sauf pour :

Section de l'arrêté	Numéro d'article correspondant
Section IV : Disposition de sécurité	Article 16.II : Accessibilité des engins à proximité de l'installation
Section II : Prélèvements et consommation d'eau	Article 28
Section III : Emissions dans l'eau	Article 56

Des demandes d'aménagements sont réalisées dans la PJ03 du dossier, afin de répondre à ces prescriptions.